

**DÉCLARATION SOUMISE PAR LE GOUVERNEUR REPRÉSENTANT LE CANADA
BANQUE EUROPÉENNE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT
ASSEMBLÉE ANNUELLE 2026 / 6 juin 2026**

L'économie mondiale traverse une période d'incertitude accrue, marquée par des chocs économiques répétés et une fragilité croissante. L'intensification des tensions et des conflits géopolitiques aggrave les perturbations préexistantes qui touchent les marchés de l'énergie, les chaînes d'approvisionnement et les échanges commerciaux, tout en alimentant de nouvelles pressions inflationnistes. Le resserrement des conditions financières compromet davantage la capacité des pays à répondre à ces défis et accentue leurs vulnérabilités. Dans ce contexte, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) a un rôle important à jouer dans ses pays d'opérations en soutenant le secteur privé afin de renforcer la résilience, de favoriser la stabilité et de stimuler la croissance économique.

Alors que les progrès accomplis sur la voie de la paix et d'une prospérité partagée sont mis à rude épreuve, nous réaffirmons notre ferme attachement au multilatéralisme fondé sur des règles ainsi qu'aux principes de souveraineté et d'intégrité territoriale. Nous réitérons notre soutien indéfectible à l'Ukraine face à la guerre d'agression illégale menée par la Russie et restons déterminés à œuvrer avec nos partenaires en vue d'une paix juste et durable. Nous nous félicitons des efforts déployés par la BERD pour faire du soutien à l'Ukraine sa priorité absolue, en apportant une aide essentielle à son économie réelle et en s'engageant à appuyer de manière soutenue le redressement et la reconstruction du pays. Partenaire de confiance dans la mise en œuvre de l'aide canadienne en faveur de l'Ukraine, la BERD bénéficiera d'une garantie de prêt du Canada pouvant atteindre 200 millions d'euros, destinée à contribuer à la sécurité énergétique du pays. Le Canada demeure attaché aux principes de longue date de la BERD en matière de passation de marchés ouverte et d'aide non liée, et appelle tous les donateurs à respecter ces principes, en particulier dans le cadre du soutien apporté à l'Ukraine. Nous invitons notamment l'Union européenne à prendre des mesures pour lever les restrictions visant l'appui qu'elle apporte présentement à l'Ukraine par l'entremise de la BERD, et à veiller à ce que les futurs fonds de donateurs acheminés par le biais des banques multilatérales de développement ne soient pas soumis à des conditions de passation de marchés qui pénalisent les autres actionnaires, à la seule exception de ceux qui agissent à l'encontre des intérêts de l'institution.

Nous demeurons préoccupés par le risque d'une instabilité accrue au Moyen-Orient et au-delà de la zone de conflit immédiate, qui pourrait avoir des répercussions humanitaires, économiques et sécuritaires plus larges. Nous exhortons toutes les parties à faire preuve de la plus grande retenue, à respecter le droit international et à œuvrer à une désescalade permanente des hostilités.

En ces temps troublés, nous ne devons pas non plus perdre de vue nos priorités de longue date. Nous saluons l'engagement sans faille de la BERD, reflété dans son Cadre stratégique et capitalistique 2026-2030, à soutenir la transition des pays vers des économies vertes, à renforcer la gouvernance économique et à promouvoir l'égalité des genres ainsi que l'autonomisation économique des femmes. Le Canada souscrit à ces priorités, et nous sommes heureux de collaborer avec la BERD pour aider ses pays d'opérations à progresser dans ces domaines. En ce qui concerne plus particulièrement la transition vers les énergies vertes, nous encourageons la BERD à travailler de concert avec ses pays d'opérations afin d'explorer toutes les formes d'énergie propre, dont l'énergie nucléaire civile, pour satisfaire leurs besoins énergétiques et atteindre leurs objectifs climatiques.

Face aux besoins de financement actuels, de plus en plus importants et complexes, la BERD et les autres banques multilatérales de développement devront optimiser leurs bilans et accroître

sensiblement la mobilisation de capitaux privés afin de maximiser l'impact du financement public du développement. Nous appuyons les efforts continus visant à renforcer les capacités financières par l'optimisation des bilans et le recours au capital hybride, aux garanties, au financement mixte et à d'autres instruments de financement innovants.

L'honorable François-Philippe Champagne
Ministre des Finances et du Revenu national
Gouverneur représentant le Canada auprès de la BERD